

Débat

Culture en ébullition, artistes en mouvement



édito

Pas de démocratie sans culture

Récemment le ministère de la Culture tenta de lancer, non sans grande orchestration, l'idée, prétendument moderne et généreuse de « la culture pour chacun ». A priori une belle idée si cela signifiait que l'on allait désormais reconnaître, honorer, subventionner la culture partout où elle est. En effet dans les campagnes et les cités, même les plus déshéritées, on cuisine, on slame, on rappe, on décore, on multiplie les ateliers. On va même plus loin, on organise des expos, on s'essaye au cinéma, on recueille mémoires et archives aidant ainsi à enraciner les cultures diverses et ancestrales. Bravo!

On était à deux doigts de féliciter, celui qu'on pourrait, par référence irrévérencieuse, appeler « Mitterrand le petit ». Mais il fallait lire jusqu'au bout, le but était moins de reconnaître une culture populaire que d'en déduire qu'elle suffisait pour le peuple, que les beaux idéaux, des Vilar, des Malraux, des Vitez, ceux qu'on définissait par le théâtre national populaire, les maisons de la culture et la belle formule de « l'élitisme pour tous » étaient obsolètes, inutiles, coûteux. Des metteurs en scène, des artistes, des intellectuels s'élevèrent pour dénoncer les dangers de cette entreprise de culture à deux vitesses (comme l'enseignement, la médecine, etc.).

Le ministère fit finalement marche arrière, en douceur. Mais certains continuent à penser qu'il avait dévoilé le fond de sa pensée et qu'il importait de rester vigilant. C'est la vieille querelle -qui plaît tant aux Français- de la grande culture, (traduire musique classique, jazz, musées, littérature, opéra, j'en passe) contre la supposée petite culture (chansons, traditions, musique des rues et autres). Même à VCM il nous arrive de nous égarer sur ce chemin pour nous rendre compte que c'est une fausse et dangereuse querelle.

Respecter la culture populaire ne s'oppose en rien à revendiquer l'élitisme pour tous. Nous avons tous droit au meilleur, à l'exigeant, voire au difficile, nous ne sommes pas obligés d'adopter tout ce qu'on nous offrira, mais cela doit nous être offert, par l'école, par ce qu'il reste de l'éducation populaire, par l'idée fondamentale que c'est pour nous, que c'est à nous, le beau film dont nous vous parlons dans ce même numéro, s'attache à le prouver. Et c'est essentiel !

Mireille Amiel

sommaire

ailleurs.....page 3

Voilà dix ans, les Forum Sociaux Mondiaux ont pris le contre-pied des Forums Economiques Mondiaux organisés à Davos par les puissants qui prétendent diriger la planète. Le premier forum social mondial en Afrique a eu lieu à Dakar. Jean-Pierre Cavalié, délégué national de la CIMADE en région PACA, livre ses impressions.

débat.....pages 4-5

Les politiques publiques renvoient de plus en plus le financement de la culture au marché introduisant l'émergence d'un nouveau modèle économique. Faut-il s'adapter ou résister aux mutations en cours ? Quels liens peuvent-ils se faire avec l'Economie sociale et solidaire ? Voici quelques éléments de réponse avec les étudiants du Master RH-Economie sociale et solidaire de l'Université de la Méditerranée (Marseille).

rencontre.....page 6

Le 20 mai prochain, à Cannes, en plein festival, une avant-première, celle Hope-city, long métrage, de fiction, en couleurs et très professionnel, produit, réalisé, et diffusé par la Fondation Abbé Pierre et la Boutique de la Solidarité de Marseille. Rencontre avec Léa Jamet, réalisatrice et Théo Trifard, comédien.

associations.....page 7

La Villa Saint-Camille à Théoule-sur-mer (Alpes-Maritimes) est tout à la fois une maison de retraite, un CHRS, une maison-relais, des ateliers d'adaptation à la vie active (lingerie horticulture, cuisine) et une maison familiale de vacances.

Et aussi l'association de chômeurs et précaires Réagir, récemment installée à Uzès dans le Gard.

mot pour mot

Marchand

Lorsqu'une personne offre ses services, lorsqu'un agriculteur vend son fromage ou ses légumes ils entrent sur des marchés. Lorsqu'une famille embauche une garde d'enfant ou du personnel à domicile, elle sollicite le marché de la main-d'œuvre.

Nous distinguerons donc les activités solidaires non marchandes et les marchandes toutes deux économiques.

Mais au sein des activités marchandes, une distinction doit être faite entre celles qui visent à dégager une plus-value financière et celles qui ont comme seul objectif de fournir d'une part un bien ou un service d'autre part une activité rémunérée à son juste prix. Les premières on les appellera lucratives et les autres non lucratives.

La distinction est d'importance car on rencontre souvent dans nos associations un refus systématique du marchand comme d'un vilain démon, comme s'il était automatiquement, par nature, lucratif.

Par malheur, pour nous compliquer les choses, les politiques publiques de l'emploi appellent « marchand » le privé lucratif et « non marchand » le public et le privé non lucratifs.

A ce titre le débat militant sur les privatisations mérite d'être approfondi. Il existe un secteur d'activité privé qui n'est pas lucratif, des hôpitaux, des établissements à caractère sanitaire ou social, des écoles, des assurances, les associations, etc. Leur personnel n'a pas la sécurité et certains avantages réservés aux fonctionnaires. Ceux qui vivent de financements publics peuvent être soumis à des contraintes serrées, mais personne ne leur impose de dégager de quoi rémunérer des actionnaires.

Et lorsque le gouvernement britannique envisage de confier les services publics à des coopératives, on peut comprendre qu'il s'agit d'éviter de les soumettre à une rentabilité financière. Mais on peut aussi confier un service public à une société privée à but lucratif si on estime qu'elle est plus capable de rendre le service à moindre coût et à qualité au moins équivalente à celle fournie par un organisme public (collecte des ordures, transports publics, etc.).

M. Jeannet et M. Théry

à voir

Deux webdocumentaires sur la souffrance sociale

Les organisations humanitaires optent de plus en plus pour le webdocumentaire afin de mettre en lumière leurs actions. C'est le cas de *Médecins du monde*, qui a produit à l'occasion de ses 30 ans *La Vie à sac*, une immersion interactive qui dénonce différentes formes d'exclusion à travers quatre portraits de personnes démunies en France, quatre "destins fracturés" : Diktatora, mère rom de sept enfants ; Patrick, sans domicile fixe, près de Toulouse ; Kamron, 19 ans, immigré afghan, et Maro, 8 ans, jeune fille atteinte d'une leucémie. Leurs parcours sont racontés à partir du dernier bien qui leur reste, leur sac. L'internaute sélectionne chacun des objets qu'il contient pour découvrir leur histoire, illustrée par des reportages photo et des films. La *Fondation Abbé-Pierre* a aussi lancé, début mars, *A l'abri de rien*, le premier webdocumentaire sur le mal-logement en France. Cette enquête, réalisée par Samuel Bollendorff et Mehdi Ahoudig, et qui a nécessité neuf mois de travail de production, dénonce à travers quinze portraits les conditions de vie indignes dont près de 4 millions de personnes sont victimes.

Extrait de lemonde.fr du 25 mars 2011

infos

Photos

Famille Solidarité Cultures (Marseille) présente une exposition photos de Gérard Henry « Les notes d'un promeneur égaré » jusqu'au 22 avril prochain. Rappelons que l'association a ouvert un un lieu d'exposition original, l'Espace Art et Meubles (dans un local voisin au 18, bd National) dans lequel elle présente régulièrement des artistes. Contact : 04 91 08 45 76

Loppsi

Le Conseil constitutionnel a censuré 13 articles de la loi LOPPSI 2 dont celui qui permettait au préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement.

Projets

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation lance un appel à projets pour le Programme national pour l'alimentation (PNA) (date de clôture : le 16 mai 2011). Cet appel couvre les 4 axes du PNA c'est-à-dire, faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité, plus particulièrement à l'école, dans les hôpitaux, dans les prisons et pour les populations les plus démunies ; améliorer la

qualité de l'offre alimentaire, notamment au travers d'engagements collectifs de qualité et en développant les circuits courts et de proximité ; améliorer la connaissance et l'information sur l'alimentation ; préserver et promouvoir le patrimoine alimentaire et culinaire français.

Pour toute information, contacter au niveau national la Direction générale de l'alimentation : tél 01 49 55 80 14 et au niveau régional le ou la responsable du pôle offre alimentaire de la DRAAF ou DAAF. et aller sur le site internet : <http://alimentation.gouv.fr/pna>

Appel citoyen

Après les résultats des élections cantonales, *l'appel citoyen spontané* que nous avons publié dans le numéro de février dernier, semble être plus que jamais d'actualité. Un petit rappel donc : " Participons massivement à la cérémonie républicaine du 8 mai 1945, en mémoire de la victoire contre le nazisme, le fascisme, le racisme et pour la Sécurité sociale, la nationalisation de la finance (cf. le programme du Conseil national de la Résistance (CNR)".

à lire

La vie immortelle d'Henrietta Lacks

Rebecca Skloot, 400p., 21 euros 50 Ed. Calmann Lévy

Tout chez Henrietta Lacks est mort sauf ses cellules. De cette petite femme de 1m50, 50 millions de tonnes de cellules (HeLa) ont été distribuées dans les laboratoires du monde entier. Il faut dire qu'elles ont été les premières découvertes et sont encore les rares cellules naturelles capables de se reproduire indéfiniment. Elles ont participé à la recherche de vaccins contre la polio, au séquençage génétique, la fécondation in vitro, aux premières missions spatiales...

Un livre facile à lire. Ecrite comme un roman, cette biographie est passionnante et soulève les problèmes de notre relation à la médecine, à notre commune humanité.

A. Treilhou

Je m'abonne 1 an (11 numéros)

Un abonnement : 10 euros

Deux abonnements : 20 euros

Cinq abonnements : 50 euros

Nombre d'abonnements : _____

Je joins un chèque de _____ euros à l'ordre de *Voisins & Citoyens en Méditerranée*

Nom, Prénom :

Organisme :

Adresse :

Code Postal : Localité :

Téléphone : e-mail :

Merci de renvoyer votre bulletin, accompagné de votre règlement à
Voisins & Citoyens en Méditerranée - 80, rue Paradis - 13006 Marseille

VCM - Voisins Citoyens Méditerranée

Rédaction et Abonnement : V.C.M - 80, rue Paradis - 13006 Marseille
tél : 04.91.33.39.86 - fax : 04.91.54.15.09

mail : v.c.m@wanadoo.fr - site : www.vcm.1901.org

Directeur de la publication : Pierre CHAMPEIX

Comité de Rédaction : Mireille AMIEL, Pascale BALIAN, Michel BERARD, Marie GASSIN, Gilbert JULIAN, Habib S. KANICHE, Roland MAGNAUDET, Rajaâ NOUALI, Marc PRATLONG, Joe PONSOT, André ROUSSELET.

Photo de Une : DR

Correctrice : CHX Lançon - Maquette : Pascale BALIAN

Dépôt Légal : 27 décembre 2006 - N° CCPAP : 0502 G 79581

ISSN : 1298 - 5988 - Imprimerie : PANORAMA-OFFSET - 13014 Marseille

Le forum social mondial de Dakar : une vraie parabole

Voilà dix ans, les Forum Sociaux Mondiaux ont pris le contre-pied des Forums Economiques Mondiaux organisés à Davos par les puissants qui prétendent diriger la planète. A la même époque, un jeune expert y avait présenté une courbe ascendante, puis descendante en prévenant : « Attention, on peut exploiter les personnes, les peuples et la planète, mais arrivé à un certain point, les avantages s'effacent devant les risques d'explosion sociale, de révolution et de dégradation majeure de l'environnement. Or, je crois que nous nous rapprochons de ce point de rupture. Alors, vous avez deux choix possibles : ou vous partagez ou vous vous armez ! ». C'est la seconde solution qui a été choisie par les grandes puissances. Les soulèvements actuels des sociétés civiles en Afrique en montrent la perversité et les limites ; il reste donc l'autre solution : partager, avec un post-scriptum qu'avait oublié l'expert : pour partager, il faut aussi changer totalement les règles du jeu, la façon d'envisager la vie ensemble, voire la vie tout court.

Je vois dans le forum de Dakar (Sénégal) une sorte de parabole de la situation mondiale.

Est-ce un hasard si le 1^{er} forum mondial qui a lieu en Afrique est concomitant à un véritable soulèvement de peuples de ce continent ? Peut-être pas, mais en tout cas l'histoire fait bien les choses : commencé dans la célébration de la révolution tunisienne, ce forum s'est achevé par l'annonce de la fuite du président égyptien.

Initiés voilà dix ans, les forums sociaux mondiaux sont en effet de grands rassemblements des citoyens du monde et des peuples à travers leurs organisations associatives et syndicales. Les partis politiques et les organisations militaires en sont exclus en tant que tels ; or il est significatif que ces deux derniers ne jouent aucun rôle dans les « révolutions » actuelles.

Accueillant autour de 60.000 personnes, ce forum a été un immense foutoir, surtout au début, car le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, a remis en cause l'utilisation prévue de l'ensemble de l'université de Dakar, 15 jours avant l'ouverture. Le

forum a eu lieu dans son enceinte, mais il a fallu tout réorganiser et trouver notamment des dizaines de marabouts, tout ça dans un pays manquant du minimum. Il fallait donc partir à la pêche aux informations sur les thèmes et les lieux des dizaines d'ateliers (140 chaque jour). Beaucoup ont raté pas mal de rendez-vous, mais en même temps découvert d'autres thèmes et personnes. Au total, « l'homme fort du régime » a pu mettre des bâtons dans les roues du rassemblement, mais pas l'empêcher. Cela me fait penser à cette magnifique phrase de Julos Beaucarne : « Tu peux trancher la tête du coq qui annonce le soleil levant, mais tu n'empêcheras jamais celui-ci de se lever ».

La force et la faiblesse de ces forums, c'est que leur bonne tenue repose beaucoup sur la capacité des participants à s'auto-organiser et à réagir. C'est ainsi que l'on apprend, mais l'envers du décor est un manque d'efficacité, c'est-à-dire de valorisation maximale de nos propres capacités. On dit que les forums sont avant tout une démarche plus qu'un contenu, une sorte de rendez-vous mondial populaire pour se retrouver et faire le point. Il y a des limites, des faiblesses, l'important c'est que l'on avance, ensemble, et l'histoire est en train de nous montrer que tel est bien le cas.

Et des faiblesses nous en avons encore beaucoup à dépasser, parmi lesquelles je relève celles-ci :

En matière de partage de compétences, il semble que les Brésiliens qui sont les plus avancés car ils en ont organisé plusieurs, aient plus réalisé du travail que transmis leur savoir en la matière.

Pour un certain nombre d'opérations, il semblait que l'on réinventait l'eau tiède, alors qu'en 10 ans un savoir-faire pourrait faire partie de la mémoire collective.

J'ai eu l'impression que beaucoup de participants venaient pour un domaine particulier dans lequel ils sont compétents et militants, mais y restaient, assistant presque exclusivement aux séances qui y avaient trait : l'immigration, l'écologie... Pourtant l'objectif affiché des forums est de faire le lien entre tout cela et de faire converger les engagements. Nous avons encore trop l'habitude des petites boîtes.

Et au-delà des réflexes de chacun, les organisateurs n'avaient pas prévu d'assemblée transversale pour débattre et réfléchir aux liens qui existaient et pouvaient être créés entre tous les thèmes abordés et nos engagements.

Il faut dire qu'il s'agit d'un foisonnement incroyable parmi lesquels ont émergé : Afrique, accaparement des terres, migrations, l'eau, médias citoyens, sciences et démocratie, G8/G20, paradis fiscaux. A mon avis quatre grandes thématiques :

1. Les migrations, avec la revendication très forte et explicite d'un droit mondial de libre circulation et d'installation.
2. Les femmes, avec l'affirmation du rôle central



Le 1^{er} forum mondial qui a eu lieu en Afrique s'est déroulé à Dakar

photo JPC

qu'elles jouent pour assumer la situation présente (pauvreté et violences multiples), ainsi que leur place dans les mouvements d'émancipation.

3. Le changement climatique, avec un positionnement très unanime en faveur d'un dépassement du capitalisme et d'un nouveau rapport à la « terre mère ».

4. Les mouvements sociaux, parmi lesquels, la Tunisie et l'Egypte ont pris une place de premier plan, évinçant quelque peu la Palestine, mais faisant également le lien avec elle.

Par ailleurs, trois forums spécifiques se sont tenus en même temps que le grand forum : La Charte Mondiale des Migrants, née à Marseille en 2006 et adoptée la veille du forum sur l'île de Gorée, symbole de la traite négrière ; le forum mondial sur « sciences et démocratie » ; et le forum sur « théologies et libérations ».

La semaine s'est achevée par des « assemblées de convergence » au cours desquelles, par grandes thématiques, les organisations se retrouvent pour proposer un calendrier d'actions et adopter une déclaration. C'est très bien, car nous ne sommes pas là que pour nous retrouver et débattre, mais surtout agir pour que ça change et que les peuples prennent en main leur avenir, sans en déléguer le soin à d'autres.

Il m'a manqué une assemblée de convergence des convergences, mais ce sera peut-être pour le prochain forum mondial, en 2013 à Séoul. Et puis, si, comme dit le poète : « s'aimer, c'est regarder ensemble dans la même direction », alors c'est sûr que la marque des forums sociaux mondiaux est l'amour, et je suis convaincu que c'est lui qui changera réellement et profondément notre monde, qui libérera nos sociétés et nos personnes de l'appât du gain, de la cupidité et de l'avarice qui génèrent tant de violences. Comme Martin Luther King, « je crois fermement que nous l'emporterons ».

Jean-Pierre Cavalié

Délégué national de la CIMADE
en région PACA

<http://www.cimade.org/regions/provence-cote-d-azur>



Les femmes ont affirmé leur rôle et leurs souhaits photo JPC

La culture doit-elle s'inspirer de l'économie sociale et solidaire ?

Le 29 avril prochain, les étudiants du master Ressources Humaines Economie Sociale et Solidaire de l'Université de la Méditerranée (Marseille), LaPlateforme et l'Arcade (Agence des arts du spectacle PACA) proposent une rencontre-publique sur le thème de la culture : *Culture en ébullition, artistes en mouvement. Production et diffusion des arts vivants : quelles alternatives aux mutations de contexte ?*

En partant d'expériences et d'expérimentations menées en région, cette journée qui réunira des professionnels du monde de la culture et des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), propose de réfléchir ensemble à la manière dont l'ESS peut accompagner les transformations que doivent mener les structures culturelles.

S'inspirer d'autres modèles

Philippe Oswald, membre de LaPlateforme et intervenant dans le cadre du master RH-ESS propose quelques éléments de contexte, et explique comment les acteurs culturels peuvent se repositionner face aux changements en s'inspirant et en travaillant avec l'économie sociale et solidaire.

Pourquoi avez-vous choisi de travailler sur la thématique de la culture ?

Aujourd'hui, le modèle culturel mis en place par l'Etat depuis la création du ministère de la Culture en 1959, s'essouffle et affiche ses limites. L'argent public s'adresse plus aux besoins de fonctionnement des structures plutôt qu'à l'aide à la création. Les établissements de dimension nationale aspirent une grande partie des subventions, alors que nous sommes à un moment de restriction des financements publics. Par ailleurs, la place accordée au marché et aux acteurs privés est de plus en plus importante. Ces changements obligent les acteurs culturels à se repositionner, et notamment dans le domaine de la production et de la diffusion des arts vivants. Ils vont devoir penser à des alternatives et penser leur fonctionnement économique différemment. Certains ont réalisé ces changements, d'autres restent dans le schéma classique mais vont rencontrer des difficultés. D'autres encore croient pouvoir inventer et s'en sortir seuls, pensant que la culture est un secteur à part. Les structures doivent réfléchir à un autre modèle économique et ne plus envisager seulement la solution de la subvention pour répondre à une demande. Pour cela, il faut s'inspirer des modes d'organisation d'autres secteurs socio-économiques. Des solutions existent comme la mutualisation (pour la réservation et la billetterie) ou l'externalisation de services communs (gestion, comptabilité...). Et ce serait aussi une manière de sortir de la précarité et de créer des emplois permanents.

Justement comment la question du travail est-elle abordée ?

Que ce soit avec les contrats aidés, très nombreux dans les petites structures culturelles, ou avec le système de l'intermittence qui permet de faire travailler des personnes 4 heures, l'emploi culturel est fragilisé. Bon nombre d'emplois administratifs sont des emplois aidés donc par essence, provisoires. Peu de structures

pensent en termes de pérennisation de postes, et font une succession de contrats précaires. Elles n'ont aucune réflexion sur le travail, sur le métier exercé. Payer un administrateur à un salaire de contrat aidé revient à ne pas le payer à sa valeur. La compétence s'en va avec le salarié qui termine son contrat. Les personnes travaillent pour pérenniser leur emploi, mais pourquoi ne pas penser au modèle de la coopérative qui permet au salarié d'être partie prenante dans les structures.

La réforme du statut de l'intermittent en 2003, n'a pas été saisie non plus par les compagnies pour mener cette réflexion. Elles se sont adaptées au nouveau système. Résultat, seuls les artistes ont subi les changements.

On retrouve la même ambiguïté sur la place de l'employeur. Ce sont souvent les artistes eux-mêmes qui dirigent les compagnies, ce qui pose un problème de gouvernance.

Quel lien peut être fait avec l'ESS ? En quoi peut-elle aider les structures culturelles à s'adapter ?

Il est possible de créer des passerelles, notamment avec l'économie sociale et solidaire qui posent toutes ces questions sur l'organisation et la valeur du travail, et la gouvernance. Attention, il ne faut pas que l'intérêt du secteur culturel pour l'économie sociale soit pensé comme une aubaine pour recevoir des financements. Les questions portées par l'ESS sont essentielles et concernent le secteur culturel. Le fait de coopérer et de construire ensemble de nouvelles manières de produire de l'action culturelle se traduit en termes de mode d'organisation et de structuration. L'ESS peut être une source d'inspiration et de mise en réseau avec d'autres pratiques pour aider à la transformation des modèles existants qui subissent des tensions de plus en plus fortes.

Propos recueillis par P.B.



photo FB

Pas d'urgence pour les scènes conventionnées

« Nous nous sommes heurtées à des difficultés inattendues, lancent d'emblée les membres du groupe de travail sur les scènes conventionnées. Nombres de nos interlocuteurs ont refusé de nous recevoir ou annulé des rendez-vous sans raison. Il est vrai que nos questions portaient sur le montant et l'origine des ressources, sur l'évolution du soutien à la création par rapport aux contraintes de fonctionnement. Peut-être est-ce la preuve d'un désintérêt ou une peur de se confronter aux pratiques ?

Pourtant, il existe quatre scènes nationales en région PACA (Théâtre des Salins à Martigues, Théâtre du Merlan à Marseille, Passerelle à Gap et Scène nationale de Cavaillon) qui reçoivent des subventions de l'État et doivent assurer des missions spécifiques. Seul le Merlan a accepté de parler de son mode de fonctionnement ; les subventions perçues par la structure chargée de la diffusion, servent avant tout au fonctionnement et non à la création ou la production de spectacle. Le Merlan emploie une équipe de 15 à 17 personnes qui ne sont pas des artistes. Même défiance du côté des scènes conventionnées ; des théâtres de villes moyennes ont ce label mis en place par le ministère de la Culture dans le cadre d'une convention de trois ans, qui s'appuie sur un projet artistique et culturel spécifique à chaque lieu. Ainsi, le théâtre de la Minoterie à Marseille, dirigé par deux artis-

tes, a le souci de garder son indépendance malgré les subventions de l'État ou de la Ville.

Enfin, dernier exemple, celui de l'AJMI (Association pour le jazz et la musique improvisée) à Avignon, une scène de musique actuelle un label spécifique du ministère. Cette structure a anticipé la diminution des aides en créant un poste de chargé de diffusion et de production qui en recherchant des dates de concert pour les artistes, entre dans le secteur marchand, pour diversifier ses ressources.

Côté subventions, même si les budgets ne sont pas du même ordre « Globalement, nous pouvons dire que ces structures ne crient pas au secours, conclut le groupe, elles ne sont pas dans des situations d'urgence, elles cherchent cependant à développer de l'autofinancement. Et sentent bien que les financements diminuent ou stagnent même si cette baisse est pour le moment « diluée ». Certaines veulent entamer une réflexion avec l'ESS sur le mécénat. »

Rasa Misevicuité, Chloé Van Eslande
Diane Lindeckert, Marie-France Vanneste



Le Théâtre du Merlan à Marseille est une scène nationale photo DR

Choisir la mutualisation

Association de médiation artistique, les Têtes de l'art (Marseille) se situe tout à la fois dans le monde de la culture et dans celui de l'animation socio-culturelle, même si pour Sam Khebizi l'un des créateurs aujourd'hui directeur, « il s'agit d'un faux problème, d'un lien qui n'existe pas. Parce qu'il n'existe pas une culture réservée à l'élite et que la participation des habitants est essentielle. » Créée en 1996 par des trois artistes-amis qui cherchaient à se produire, les Têtes de l'art mettent en lien des artistes et des partenaires (centres sociaux, écoles,...) dans les domaines des arts visuels, du spectacle vivant, de l'audiovisuel et du multimédia. L'association monte des projets artistiques de manière collective en lien avec le public et recréer ainsi des passerelles.

Autre axe fort qui répond à un choix éthique et économique : une plateforme de mutualisation de projet, de compétences entre habitants et artistes et de matériel. Elle se matérialise notamment par le développement d'un pôle d'appui culture à la vie associative, d'abord de manière informelle puis officiellement lancé en 2009. Conseils et appui pour les questions administratives ou de réglementations sont apportés aux artistes et aux structures qui montent des projets. Un poste de salarié chargé de la question du partage de salariés entre associations a même été créé.

La construction de projet se fait toujours de manière collective avec des espaces de débat, du travail de groupe, des ateliers, de la co-construction. « La mutualisation fonctionne bien parce que nous y mettons du sens et que nous ne l'envisageons pas seulement d'un point de vue rationnel. »

Enfin, la mutualisation s'accorde avec la volonté affirmée d'évaluer « leur utilité sociale ». Il faut dire que les Têtes de l'art sont restés militants, ont choisi de conserver un fonctionnement associatif fort et de laisser une place aux adhérents. La proximité avec l'économie sociale et solidaire est incontestable : la gouvernance, le rapport aux territoires et dans le modèle de financement avec 40 % d'autofinancement.



photo Têtes de l'art

L'esprit collectif et mutualisation des savoirs, sont les deux fondements de La Réplique. Créée en 1981, cette association regroupe aujourd'hui 300 adhérents ; des comédiens professionnels qui travaillent ou vivent dans la région PACA, et leur propose des formations spécifiques.

Dès les départ, la mutualisation fut un choix, le collectif le moyen d'exister. La Réplique est un système d'échange organisé pour les comédiens au chômage, pour les acteurs en accident de parcours, mais c'est aussi un moyen pour les professionnels de rester en alerte et d'être accompagnés dans leur parcours. La Réplique propose des formations longues comme un centre de formation continue et un espace d'échange et de mutualisation des savoirs permanent et gratuit (il faut avoir payé la cotisation annuelle de 50 euros) ; le Gymnase de l'acteur, animé par les adhérents, auquel chacun peut participer.

Depuis tant d'années, La Réplique n'a pas dévié de ses traces initiales car les comédiens, les premiers concernés, sont présents dans chaque instance de l'association y compris le conseil d'administration. Tout est décidé de manière collective et démocratique. Chacun fait vivre le collectif qui est l'essence même de leur existence. Une force qui leur permet aussi de se positionner comme un centre de ressources et de promouvoir le professionnalisme au niveau régional.

Depuis peu, l'association, installée à la Friche de la Belle-de-Mai, a décidé d'avoir une présence dans le quartier qui les entoure. Elle a créé un projet de parrainage d'artistes avec le CIQ du quartier pour ouvrir le monde de la culture au citoyen et passer de la culture pour tous, à la culture pour chacun. Avec trois salariés, La Réplique perçoit quelques subventions et cherche de nouvelles ressources (mécénat, fondations) pour continuer à exister. L'esprit de l'économie sociale et solidaire est présent. Ont-ils vocation à être un modèle ? Ils se sentent un peu à part. Pourrait-on l'appliquer à d'autres métiers ? Pourquoi pas ? Quoi qu'il en soit La Réplique est un bel exemple de fraternité entre pairs et de compagnonnage.

Pauline Dervaux, Patricia Deprez, Stéphane Chartier

Education populaire : un chaînon entre culture et ESS

Le lien entre culture, éducation populaire et économie sociale et solidaire sonne une évidence. « Nous avons rencontré des acteurs différents, expliquent Christelle et Nicolas, c'est-à-dire des structures historiques de l'éducation populaire comme la fédération des MJC, la MJC Croix des oiseaux à Avignon, Peuples et Culture, mais aussi celles qui utilisent la culture comme un outil telles que La Cohue qui propose du théâtre forum et

Champs libre une association de sensibilisation à l'environnement. Bien sûr toutes ont noté la restriction et la rarefaction des moyens. Et certains n'ont pas de ligne budgétaire consacrée spécifiquement à la culture, mais cela ne les empêchent pas pour autant de mener des projets. Les plus optimistes ont conservé l'envie de faire, de chercher des solutions et d'en trouver en innovant. Et puis elles ont un atout : les valeurs de l'ESS comme la participation et la gouvernance préexistent même si elles ne se classent pas dans le champ de l'ESS. »

La Cohue par exemple diversifie ses modes de financement. La compagnie effectue des prestations pour des entreprises du secteur marchand, une situation bien vécue car l'association s'appuie sur ses valeurs et axe essentiellement son travail sur la participation des salariés.

D'autres comme la fédération des MJC et Peuples et Culture fonctionnent grâce à la mutualisation des moyens et des compétences, mais aussi et surtout

grâce la capacité d'agir avec les habitants.

Ainsi, la MJC La Croix des Oiseaux à Avignon a monté un projet culturel des plus innovants. Pas de subvention propre mais une mise à disposition de personnel et de matériel, et surtout des passionnés. Partant du constat que le festival de théâtre d'Avignon s'éloignait de plus en plus des quartiers de la ville, la MJC a construit un projet avec les habitants et des partenaires associatifs. Les Arts au coin de ma rue, c'est son nom, a invité des artistes à venir partager (y compris en participant à la préparation) un repas avec les habitants dans les quartiers. Un succès dû à la rencontre et à l'envie de chacun d'aller vers l'autre.

Et Christine de poursuivre : « Le secteur de l'éducation populaire est celui qui connaît le moins d'abattement, même si le contexte est difficile, car ils sont conscients de leurs ressources humaines. Bien sûr, ils ont aussi conscience de l'image vieillotte de l'éducation populaire et de l'éloignement de la culture avec un grand C. Mais leur capacité d'innovation est intacte car elles ont l'habitude de travailler avec des contraintes, des budgets minimalistes. Certains acteurs de l'éducation populaire défendent l'économie sociale et solidaire car elle peut rendre leurs actions lisibles et visibles. Et l'éducation populaire peut être le chaînon entre la culture et l'ESS. »

Christine Valette, Nicolas Mentech

Culture en ébullition, artistes en mouvement
Production et diffusion des arts vivants : quelles alternatives aux mutations du contexte ?

Rencontre publique
vendredi 29 avril 2011 de 9h à 16h30
Faculté des Sciences économiques et de Gestion (Marseille)
programme de la journée sur le site : www.laplateforme.org

Léa et Théo dans la ville de l'espoir

Léa et Théo nous ont reçu chez eux, une jolie petite maison dans les nouveaux quartiers d'Euro-Méditerranée où ils vivent, travaillent et hébergent à l'occasion quelques mal (ou pas) logés, pour nous parler d'un film ou plutôt d'une belle aventure.

Le 20 mai prochain, à Cannes, en plein festival, pas vraiment sur la Croisette, plutôt au Foyer des Jeunes travailleurs, près de la gare, aura lieu une avant-première, celle Hope-city, long métrage, de fiction, en couleurs et très professionnel, produit, réalisé, et diffusé (autant que possible) par la Fondation Abbé Pierre et la Boutique de la Solidarité de Marseille. On raconte même que l'événement sera orchestré par une fanfare de Roms et qu'une cérémonie un peu parodique sera organisée avec une fausse « montée des marches ». Si vous êtes dans les environs, ne manquez pas tout ça.

Ce sera un début, bien sûr, mais surtout l'aboutissement d'une longue aventure commencée en septembre 2009, et menée à bien contre vents et marées par une bande de bénévoles (parmi lesquels nous retrouvons notre (vieux) ami Jo Ponsot.) Léa Jamet et Théo Trifard, elle cinéaste, auteur de divers documentaires vus entre autres, sur France 3, France O, et Arte, lui comédien, étaient depuis longtemps bénévoles à la Boutique Solidarité, ils étaient allés en voisins, offrir leurs services au Foyer des amis de l'Abbé Pierre, boulevard de la Liberté, et s'étaient retrouvés, accueillants et animateurs, à la Boutique. Là, Malika Chefi, était un peu considérée comme « madame culture » et elle avait en tête de mener un projet artistique autant que possible fédérateur, capable d'entraîner une équipe.

Le projet d'un film fut retenu, on ne savait encore pas grand-chose de lui serait-il long ou court métrage ? Mais ce qu'on a choisi tout de suite c'est de raconter une fiction et d'en écrire le scénario en commun. D'où la constitution d'un atelier d'écriture. Une équipe se constitua, d'abord pléthorique, puis soudée autour d'un noyau dur qui allait écrire tous les mercredis, à 9 heures, durant pratiquement un an. Parmi les participants certains habitaient le foyer et d'autres étaient des « gens de la rue », comme Jéhémy Bomédiennne, décédé brusquement à quarante ans, d'une embolie avant la fin du film, mais dont le rôle a été essentiel. Non seulement il venait des Goudes, très ponctuellement toutes les semaines, mais c'est à lui qu'on doit le repérage des décors naturels dans lesquels l'histoire allait être tournée.

Les nantis contre les lambda

Une fois constituée, l'équipe s'est donnée à fond, la plupart des co-auteurs créant, écrivant et interprétant leurs personnages, sauf pour Patrick, poète, jadis employé au tri postal, aujourd'hui vrai SDF, un peu dépressif, qui voulait bien inventer et écrire un personnage, mais pas le jouer- on a trouvé un acteur professionnel-. C'est une histoire dont on ne vous racontera pas la fin, mais qui raconte la lutte, dans une ville imaginaire (on a évité volontairement tout pittoresque et bien fort qui reconnaîtrait Marseille), la lutte des « Nantis », contre les « Lambda », la volonté des premiers étant



Photo Patrick Palmyre

très précisément de sortir les seconds de la ville par tous les moyens, et de les en chasser définitivement.

Le début d'un marathon

Écrire un film, ce n'est déjà pas chose aisée, et s'ils se disent enrichis par l'expérience et heureux de son achèvement, Léa et Théo, n'en cachent pas non plus les difficultés : découragements, jalousies passagères, incompréhensions. Il fallut d'abord se faire accepter, créer un climat de confiance, puis se comprendre, arriver à donner à chacun sa place, afin que le film s'enrichisse de tous les apports.

Ainsi Madeleine, la soixantaine approchante, obsédée par la volonté de trouver un logement (et c'est fait elle emménage le 1er avril dans un studio trouvé par un proche de l'équipe !) avait des idées à revendre, et toutes pertinentes, mais ne les exprimait pas toujours clairement. Quand la glace fut vraiment brisée, quand le langage devint commun, on s'aperçut de tout ce qu'elle avait à donner au film de la conception à l'interprétation. Il y eut de la chaleur et de l'amitié, des moments privilégiés, comme les journées passées ensemble au Frioul* grâce à l'amitié et à la générosité de Patrick Palmyre, infirmier de profession, photographe de talent, ami et bénévole.

Après l'écriture vint le temps de la réalisation, et chacun sait que le cinéma, ça coûte cher, d'autant qu'il fut évident qu'on allait réaliser un long métrage et qu'on ne ferait pas dans l'amateurisme. Il fallut trouver de l'argent (celui de la fondation Abbé Pierre était aussi précieux qu'insuffisant) et Théo s'improvisa producteur. A l'heure actuelle il s'acharne encore à trouver de quoi rembourser les dettes et à prévoir une distribution et si possible l'achat par une chaîne de télévision. Un nombre considérable de professionnels marseillais prêta

son concours bénévolement, techniciens du son ou de l'image, acteurs, et quand on eut à louer du matériel (comment faire autrement ?) des remises importantes furent concédées. Une série de coups de bol, (affirme Théo), on dirait plutôt une sacrée compétence pour trouver les réseaux, pour présenter le projet, pour convaincre.

Une autre réalité

De nombreuses répétitions furent nécessaires, avant d'arriver au tournage, qui, pauvreté oblige, ne dura que deux semaines, l'une en novembre, l'autre en décembre dernier. Deux semaines, le moindre film d'ordinaire en exige le triple. Mais les journées duraient jusqu'à dix-sept heures pour la réalisatrice et son équipe, pour tous d'ailleurs, et si ce fut passionnant, ce fut aussi un marathon épuisant !

Aujourd'hui Théo, on le répète, compte ses sous et cherche ceux qui manquent, il est heureux de savoir qu'à l'automne le cinéma Utopia d'Avignon présentera le film dans le cadre du 2^e festival de la précarité, mais il faut trouver d'autres pistes. Léa et Marjolaine Spill montent le film, sans précipitation mais sans temps à perdre. Ce début de printemps a un petit goût de temps mort. La fête de fin de tournage a eu lieu, des contacts ont été souvent maintenus (ainsi le déménagement de Madeleine a été œuvre collective), parfois perdus, on espère bien renouer à la sortie du film. Il faut se retrouver, il faudra retourner à la Boutique et puis pour Léa et Théo renouer avec des engagements salariés, une autre réalité, sans doute aussi passionnante, mais si différente. Mais comme disait Rudyard Kipling : « cela est une autre histoire... »

Mireille Amiel

* une île au large de Marseille près du Château d'If

Alpes-Maritimes

La Villa Saint-Camille renaît

La Villa Saint-Camille à Théoule-sur-mer (Alpes-Maritimes) est tout à la fois une maison de retraite, un CHRS, une pension de familles, des ateliers d'adaptation à la vie active (AAVA) pour la lingerie, l'horticulture, la cuisine, et une maison familiale de vacances. Et pour résumer ce savant mélange, on peut la qualifier de **maison d'accueil**. Chacun, quel que soit son âge ou son statut, a sa place dans ce lieu hors du commun. Tous sont installés d'ailleurs dans des chambres identiques avec vue sur la mer ! Les activités proposées ; atelier d'écriture, philosophie, image de soi, poterie, scrabble, sont ouvertes aux résidents et les repas sont pris en commun.

« la Villa a connu quelques secousses, raconte Serge Davin, qui a pris la présidence du conseil d'administration renouvelé. En 2009, le Conseil général des Alpes-Maritimes et l'Etat ont décidé conjointement de mettre en place une mission d'administration provisoire, car la structure avait connu des turbulences, des défaillances, des dysfonctionnements. Sans doute, la position exceptionnel du lieu sur la Côte-d'Azur était-elle attirante ? », ajoute-t-il.

« Deux concepts se rencontrent dans ce lieu : la mixité sociale et l'intergénérationnel », explique Gérard Durand, le directeur arrivé à cette fonction il y a très exactement un an, dans un moment critique. Longtemps investi dans le mouvement Emmaüs, il aime à rappeler une phrase que lui avait adressé l'Abbé Pierre : « L'utopie c'est le mouvement en marche » dont il s'est servi et se sert au quotidien. « La Villa Saint-Camille est un projet communautaire de vie parce que ses fondements reposent sur un socle de valeurs comme la rencontre fraternelle entre les personnes, l'écoute et la relation d'aide pour les plus fragiles, une solidarité active entre tous les acteurs du lieu. Et nous devons retrouver cet esprit-là. Le personnel était déstabilisé, plus personne ne croyait au projet. Le conflit avait divisé les équipes. Des mesures de management avec des départs et des licenciements ont été prises et aujourd'hui nous allons travailler sereinement. »

Et le directeur de poursuivre : « On repart ensemble, sur un projet de nouveau novateur : la bientraitance pour les personnes âgées, l'écoute et l'accueil pour les personnes en hébergement temporaire ou en ateliers d'insertion. L'accompagnement social a été repensé. Les liens avec les partenaires renoués pour éviter l'enfermement et le repli sur soi. »

La tâche n'est pas terminée. « Pendant un an, nous n'avons plus reçu de subvention, précise Michel Bérard, trésorier. Aujourd'hui nous avons regagné la confiance des financeurs. Nous sommes toujours en mouvement sur plusieurs axes et notamment le développement de la maison familiale et de l'accueil des personnes âgées. Et surtout, nous allons renforcer l'équipe socio-éducative tant en nombre qu'en compétences pour répondre à l'exigence en matière d'accom-



En été tout le monde se retrouve sur la terrasse qui surplombe la mer

photo Villa Saint-Camille

pagnement social et d'écoute. Les personnes hébergées en CHRS ou pension de familles ou en AAVA, rencontrent un travailleur social au moins une fois par semaine lors d'un entretien individuel, pour évaluer la situation avec la personne. Pour autant on ne ferme pas les yeux devant les difficultés. Et même si on les accompagne dans leur démarche y compris physiquement, on travaille ensemble sur la question de l'autonomie. Et puis, nous avons instauré des réunions collectives sur des sujets comme la citoyenneté, l'environnement. » Une manière de remettre la Villa en mouvement...

P.B.

Villa Saint-Camille

68, Corniche d'Or - 06590 Théoule-sur-Mer
tél. 04 92 97 36 97 - mail : gedurand@live.fr

Vacances. Lieu exceptionnel, par sa situation géographique (il surplombe la mer et offre une vue étonnante et réjouissante), la villa Saint-Camille est aussi un lieu de vacances qu'il ne faut pas manquer de découvrir si vous recherchez le dépaysement et un accueil chaleureux, amical.

Côté pratique : chambre avec vue sur la mer (qui est très proche), pension complète, piscine, et animations. L'association propose des tarifs adaptés (pour les personnes percevant les minima sociaux) et accepte les bons CAF. Elle accueille aussi des groupes.

Gard

Un collectif de chômeurs veut Réagir

« Quand on est au chômage, on sait qu'on n'est pas seul à être dans cette situation, mais on ne sent seul. Et quand on s'implique dans une association, on n'est vraiment pas seul... » C'est ainsi que Sylvie habitante d'Uzès (Gard) explique son engagement dans l'association Réagir créée récemment. Association de demandeurs d'emploi et précaires affiliée au Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), Réagir propose de « se regrouper pour ne pas rester seuls et isolés, pour défendre ensemble nos droits, être plus fort, échanger, mieux nous armer et nous entraider ». Implantée également à Bagnols-sur-Cèze, elle accueille les demandeurs d'emploi, les salariés précaires, les stagiaires en formation, les petits retraités et les personnes isolées.

Sa présidente Nicole Pays-Roux a une solide expérience en la matière. Pendant 17 ans (jusqu'en juillet dernier), elle a dirigé une association semblable à Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) qui a été dissoute lorsqu'elle a pris sa retraite, à Uzès. « Ici, il n'y a pas de Pôle emploi, les chômeurs sont obligés de se déplacer jusqu'à Nîmes, à une trentaine de kilomètres, et ne reçoivent pas d'indemnité pour ces déplacements », explique t-elle. Et Sylvie de confirmer : « Il m'est arrivé plusieurs fois d'avoir un rendez-vous par téléphone fixé par Pôle emploi, le jour prévu personne ne m'a appelé et ensuite il m'a envoyé une lettre de radiation qui arrivait toujours à un moment où on ne peut pas y répondre. Mais quand on est seul, on ne sait même pas comment déposer des recours. Avec Réagir, j'ai accès aux informations, et puis l'union fait la force. »

Les statuts de l'association ont été déposés en décembre dernier, la première rencontre à Uzès a réuni six personnes. « Je suis assez satisfaite, raconte la présidente. Et puis, nous participons au Comité local de liaison au Pôle emploi de Bagnols-sur-Cèze dont la directrice affiche sa volonté de travailler avec nous. Ce qui est très important car ainsi nous sommes en lien direct, nous pouvons parler des radiations, des rendez-vous et des litiges, et défendre les droits des chômeurs. »

Dès son arrivée dans le Gard, Réagir s'est liée avec l'association CREER de Montpellier pour se donner « des coups de main réciproques ». D'ici quelques mois, Réagir va développer la communication via Internet (pour répondre aux difficultés de mobilité). Elle aimerait bien avoir un bureau itinérant, un camping-car aménagé, pour se déplacer dans tous les villages du Gard et aller à la rencontre des chômeurs du département. Une idée innovante !

P.B.

Réagir - Chemin de la Fontaine-aux-Boeufs 30700 Uzès - tél. 06 25 34 62 83 / 04 30 67 43 55



Nicole et Sylvie préparent les prochaines réunions

photo DR

livres

Découvrez ou redécouvrez
la littérature scandinave

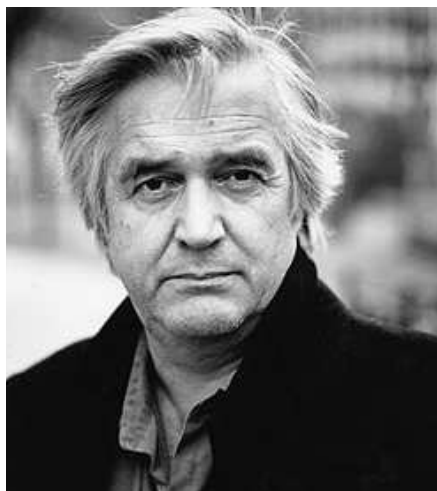
Nous avons presque tous connu, au moins *La petite sirène* et les contes d'Andersen. La France n'a jamais cessé d'éditer les auteurs scandinaves (danois, suédois, norvégiens, finlandais, islandais). Mais jusqu'à une date récente il ne constituaient pas un « gros marché » dans les choix de nos compatriotes. Or, le dernier Salon du livre à Paris, à la fin février, en a fait l'événement de l'année et a invité une quarantaine d'auteurs.

Peut-être le regain d'intérêt pour cette littérature a eu entre autres, comme éléments déclencheurs deux phénomènes, d'abord le succès du finnois Arto Paasilinna dont l'excellentissime (et drôlissime) *Le Lièvre de Vatanen* se vendit en France à profusion (1) ; puis le succès planétaire de la trilogie de Millénium (2), 2,3 millions d'exemplaires en Suède, traduction en 25 langues, plus d'un million en France et mort prématuré de son auteur Stieg Larsen, par ailleurs journaliste connu pour son incessante lutte contre le racisme. Mais par derrière un vague phénomène de mode, il s'agit réellement d'une découverte. Il serait simplificateur de classer tous ces auteurs sous le vocable « nordiste ». Chaque pays est différent, chaque écrivain aussi.

Faute de vous les présenter tous, évoquons l'inspecteur Kurt Wallender, héros de Henning Mankell, un personnage complexe et attachant qui permet l'évocation des principaux problèmes sociaux de la Suède. Citons encore Jo Nesbø, Norvégien, qui reçut le prix du meilleur roman policier nor-

dique pour *L'homme chauve-souris*, et dont on peut trouver deux excellents thrillers en poche (*Le léopard* et *Chasseur de têtes*). Enfin pour un dépaysement total, et surtout pour ceux qui aiment les nouvelles et les contes, John Riel, le finlandais, situe ses récits dans le Groenland, qu'il connaît comme sa poche, de préférence dans l'immense nuit du pôle !

Mireille Amiel



Henning Mankell

photo DR

(1) En réalité on peut trouver en français nombre de ses productions et pour ceux qui aiment l'humour grinçant, nous ne saurions trop vous les recommander, en particulier *Petits suicides entre amis*.

(2) Les trois titres *Les hommes qui n'aimaient pas les femmes*, *La fille qui rêvait d'un bidon d'essence* et *d'une allumette* et *La reine dans le palais des courants d'air* chez Actes Sud Noir.

Un revenu pour tous. Précis d'utopie réaliste

par Baptiste Mylondo, éd. Utopia, 2010, 108 p., 5 euros

Dans ce petit livre court (une centaine de pages), Baptiste MYLONDO fait un historique de toutes les pensées qui ont suggéré la possibilité d'un revenu d'existence ... depuis celles de droite imaginées pour permettre d'avoir un travail pas cher payé, à celles de gauche qui visent à permettre à tout un chacun d'avoir un revenu décent dès sa naissance.

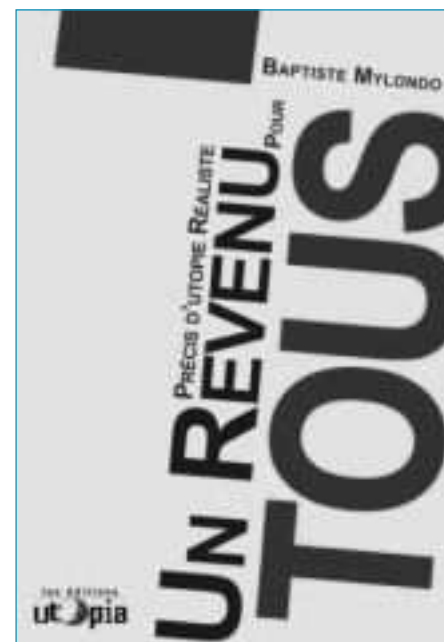
Il plaide pour un revenu inconditionnel de 750 euros mensuel pour un adulte et 230 euros pour un enfant, cela, selon lui permettrait de quitter le champ de l'assistance pour celui de la justice sociale. Ce revenu sera financé par le RSA, l'AAH (Allocation adulte handicapé), par un impôt progressif pertinent, ... à ceux des grincheux qui craignent que plus personne ne travaille il oppose le fait que, tout le monde travaillant, tout le monde travaillerait moins ! Pour lui « la richesse sociale ne se perd

pas en se partageant : elle se multiplie ».

Il pose également un postulat d'importance, une révolution Copernicienne en quelque sorte, concernant la fonction et la valeur actuellement accordées au travail. Pour lui, il est impératif de cesser de penser que seul le travail (et surtout la valeur qui lui est attribuée et qui émerge parallèlement à l'apparition de la classe bourgeoise) est constitutif de notre société. Il existe d'autres lieux de sociabilité que l'atelier, le bureau ou les champs, qui permettent de créer du lien et de faire société. Il suffit de faire preuve d'imagination. Les associations en sont déjà un premier exemple qui démontrent, s'il en était besoin, que le marché et son nécessaire allié le travail ne sont en rien pertinents pour mesurer l'utilité sociale : l'entraide, l'échange et le partage ne peuvent s'effectuer que dans la gratuité et dans le don.

Voilà un petit livre riche qui ouvre bien des débats et des polémiques.

Gilbert Julian



cinéma

Nous, princesses de Clèves

Documentaire de Régis Sauder

On sort de ce film en se demandant qui on aime le plus : ces adolescents sincères, beaux, intelligents et menacés par une société injuste ; ce documentariste rigoureux, époustouflant de finesse et de respect ; cette prof de français, entrevue, discrète et un peu géniale, qui sait transmettre et faire aimer la littérature ; ou Madame de Lafayette auteur de l'admirable roman qui donne son nom au film et raconte la vertu intransigeante, la jeunesse, la passion, et le malheur d'une belle et jeune princesse du XVI^e siècle, dans une langue de toute beauté ?

C'est ce que le cinéma peut vous donner de plus fort, cette empathie, cette proximité avec une partie de l'humanité qui ne vous est pas forcément familière, cette approche d'un problème qui est le vôtre et envers lequel vous vous sentez parfois si démunis. Régis Sauder met en scène quelques élèves de première et de terminale du lycée Diderot, lycée ZEP, dans les quartiers nord de Marseille. Renonçant à s'appesantir sur le dédain bien connu de notre président pour une œuvre aussi peu contestable il dit : « *Le moteur premier n'a pas été cette polémique. Il s'agissait vraiment pour moi de montrer comment des jeunes d'un quartier populaire, d'origines très diverses, parfois en grande difficulté, peuvent s'approprier un texte du XVII^e siècle, l'apprendre, le connaître, s'y reconnaître.* »

Rien de manichéen, de démonstratif, de militant dans cette aventure. Si le roman sert de ligne directrice il ne prend pas toute la place. Les difficultés des familles, la crainte de l'échec au bac, la peur (ou la douleur) d'aimer, la lucidité sociale, mais aussi l'espoir, l'émerveillement, les découvertes sont les composantes essentielles de ce documentaire. Pendant quelques mois ce groupe de jeunes va vivre avec en toile de fond, l'exemple d'une jeune femme du temps jadis (et de quelques héros masculins) qui leur ressemblent comme des frères, qui sont des leurs. Cette belle princesse que la société oblige à un mariage de convenance, prive d'une passion, décourage par son hypocrisie et ses convenances, ils s'y retrouvent, ils peuvent calquer leur vie sur la sienne, et loin de les décourager, la langue dans laquelle cette histoire est contée, les aide à exprimer leurs sentiments et leurs émois. La façon splendide dont il lisent ou déclament à certains moments du film le démontre à l'évidence. Il a sans doute fallu la force d'un prof (qui va jusqu'à organiser une visite à Paris, avec au Louvre les portraits de ceux dont on parle dans leur cour), mais la preuve est donnée, irréfutable du droit de tous à la beauté, à la culture, et cela ne vous est pas dit (sauf peut-être par une des jeunes élèves qui en prend spontanément conscience), mais suggéré, montré, donné à penser. On a envie de dire « merci ».

M. A.